

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26, rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 19/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES MORIN**

La Ballastières  
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : 2024-469\_RAPVI CARRIERES MORIN  
Code AIOT : 0010003123

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2024 dans l'établissement CARRIERES MORIN implanté La Blissière - Prézault - La Tannerie 37220 Parçay-sur-Vienne. L'inspection a été annoncée le 27/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES MORIN
- La Blissière - Prézault - La Tannerie 37220 Parçay-sur-Vienne
- Code AIOT : 0010003123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES MORIN est autorisée, sous couvert de l'arrêté préfectoral n°15817 du 17

janvier 2001, (suite au transfert d'exploitation acté par l'arrêté préfectoral n°21250 du 24 octobre 2023 ) à exploiter la carrière de sables et graviers située aux lieux-dits " Prézault", "La Tannerie" et "La Blissière" sur le territoire de la commune de Parçay-sur-Vienne. L'échéance de fin d'exploitation (remise en état comprise) est fixé au 16 janvier 2026. L'installation de traitement des matériaux est quant à elle exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°14334 du 5 janvier 1995.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Rapport d'exploitation annuel – Suite constat VI 09/03/21	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 35	Demande d'action corrective	2 mois
11	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 28 et 31	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modifications des conditions de remise en état – Suite constat VI 09/03/21	Code de l'environnement du 22/05/2024, article R.181-46	/	Sans objet
2	Plan d'eau parcelle ZK41 – Suite constat VI 09/03/21	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 12	/	Sans objet
3	Notification et mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1	Susceptible de suites	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 11.2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Réaménagement	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 27	Susceptible de suites	Sans objet
6	Bornage – Suite constat VI 09/03/21	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 6	/	Sans objet
8	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 15	/	Sans objet
9	Extraction	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		du 17/01/2001, article 11		
10	Quantité de matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 2	/	Sans objet
12	Matériaux de remblai – Suite constat VI 09/03/21	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 12.2	/	Sans objet
13	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
14	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
15	Acceptation des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
16	Plan de remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	/	Sans objet
17	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet
18	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 18	/	Sans objet
19	Rétention	Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 19	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette visite sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des conditions de remise en état – Suite constat VI 09/03/21

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/05/2024, article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Autre, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements,

installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite d'inspection du 9 mars 2021, il était demandé à l'exploiter de porter à la connaissance du Préfet d'Indre-et-Loire la modification des conditions de remises en état (cf. constat "Plan d'eau parcelle ZK41 – Suite constat VI 09/03/21").</p> <p>L'exploitant a déposé, le 24 mars 2022, un dossier de modifications des conditions de remise en état.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Plan d'eau parcelle ZK41 – Suite constat VI 09/03/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état finale sera conduite de façon à respecter le plan annexé au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 9 mars 2021, il avait été constaté la présence d'un plan d'eau sur la parcelle ZK41, celle-ci ne respectant pas les conditions de remises en état prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 janvier 2001.</p> <p>L'exploitant a déposé, le 24 mars 2022, un dossier de modifications des conditions de remise en état (maintien du plan d'eau).</p> <p>La demande de modifications des conditions de remise en état a été jugée non susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé et ne justifiant pas une évaluation environnementale (arrêté préfectoral du 22 mars 2023). Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de signature.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Notification et mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation d'activité
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite d'inspection du 22 novembre 2023 relative au récolement des parcelles ZK1, ZK40, ZK41 pour partie, ZI42, ZI43 et ZI44 (dossier de cessation partielle du 22/12/2021), il avait été mis en avant que les mesures de mises en sécurité du site, décrites dans le dossier de cessation partielle, devaient être mises en cohérence et justifiées.</p> <p>Par courrier du 14 mai 2024, l'exploitant a sollicité auprès du Préfet d'Indre-et-Loire, le retrait du dossier de cessation partielle : le dossier de cessation partielle ayant été déposé par l'exploitant précédent et des modifications des conditions de remise en état allant être demandées.</p> <p>Le constat mis en avant lors de la visite de récolement partiel devient caduc suite à la demande de retrait du dossier de cessation partielle. L'exploitant veillera, cependant, à prendre en compte les remarques mises en évidence lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023 lors de la constitution du futur dossier de cessation.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Remise en état**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 11.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état du site</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état finale sera conduite de façon à respecter le plan annexé au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Suite à la visite d'inspection du 22 novembre 2023 relative au récolement des parcelles ZK1, ZK40, ZK41 pour partie, ZI42, ZI43 et ZI44 (dossier de cessation partielle du 22/12/2021), il avait été mis en avant que des dispositions de la remise en état des parcelles visées par le dossier de cessation n'avaient pas été réalisées (boisements manquants notamment) et que la zone boisée de la parcelle ZK41 n'était pas implantée conformément au plan de remise en état.

Par courrier du 14 mai 2024, l'exploitant a sollicité auprès du Préfet d'Indre-et-Loire, le retrait du dossier de cessation partielle (le dossier de cessation partielle ayant été déposé par l'exploitant précédent et des modifications des conditions de remise en état allant être demandées, notamment vis-à-vis de l'implantation des boisements).

Le constat mis en avant lors de la visite de récolement partiel devient caduc suite à la demande de retrait du dossier de cessation partielle. L'exploitant veillera, cependant, à prendre en compte les remarques mises en évidence lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023 lors de la constitution du futur dossier de cessation.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Réaménagement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 27

**Thème(s) :** Autre, Remise en état du site

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Des espaces tampons, d'une largeur minimale de 30 m seront créés entre les plans d'eau ou fossés et les parcelles cultivées. Ces espaces seront recouverts d'une végétation herbacée ou arbustive.

Le plan d'eau créé à l'est du site fera l'objet d'aménagements particuliers lui permettant de remplir son rôle de réservoir biologique :

- des bordures enherbées seront aménagées entre les plans d'eau et les futures parcelles cultivées ;
- une haie sera maintenue entre le plan d'eau et le bois situé à l'extrémité sud-est du site, de façon à conserver une continuité biologique entre espaces boisés.

**Constats :**

Suite à la visite d'inspection du 22 novembre 2023 relative au récolement des parcelles ZK1, ZK40, ZK41 pour partie, ZI42, ZI43 et ZI44 (dossier de cessation partielle du 22/12/2021), il était demandé à l'exploitant de confirmer la présence et la largeur des espaces tampons, définies dans les conditions de remise en état, et de mettre à jour le plan de réaménagement.

Par courrier du 14 mai 2024, l'exploitant a sollicité auprès du Préfet d'Indre-et-Loire, le retrait du

dossier de cessation partielle (le dossier de cessation partielle ayant été déposé par l'exploitant précédent et des modifications des conditions de remise en état allant être demandées).

Le constat mis en avant lors de la visite de récolement partiel devient caduc suite à la demande de retrait du dossier de cessation partielle. L'exploitant veillera, cependant, à prendre en compte les remarques mises en évidence lors de la visite d'inspection du 22 novembre 2023 lors de la constitution du futur dossier de cessation.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Bornage – Suite constat VI 09/03/21**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 6

**Thème(s) :** Autre, Aménagements préliminaires

**Prescription contrôlée :**

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant devra placer des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes devront rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 9 mars 2021, aucune borne n'avait pu être constatée (les bornes délimitant le périmètre étant vraisemblablement recouvertes par la végétation selon l'exploitant).

Le plan d'exploitation mis à jour au 12 septembre 2023 et transmis par courrier du 19 avril 2024 n'identifie pas l'implantation des bornes délimitant le périmètre de la carrière.

Lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024, le plan d'exploitation consulté en salle comportait un cartouche listant l'ensemble des bornes délimitant le périmètre d'autorisation du site ainsi que leurs coordonnées respectives. Les bornes sont numérotées sur le plan d'exploitation de 10 à 159.

Les bornes 127 et 128, présentes à l'entrée du site, ont été vues: celles-ci sont identifiées via un piquet.

Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des bornes doivent être conservées jusqu'à l'achèvement de la remise en état du site.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Rapport d'exploitation annuel – Suite constat VI 09/03/21**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 35

**Thème(s) :** Autre, Exploitation



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A la fin de chaque année d'exploitation, l'exploitation fera connaître à l'inspection des installations classées dans un mémoire accompagné de plans justificatifs, l'avancement des travaux de remise en état des sols et des aménagements réalisés ainsi que son programme d'extraction pour l'année suivante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 9 mars 2021, il avait été mis en avant l'absence de transmission du mémoire sus-visé.</p> <p>Par courrier du 22 mai 2023, le mémoire pour l'année 2022 avait été transmis à l'Inspection des installations classées. Celui-ci comportait notamment un bilan de l'exploitation (extraction, remblaiement et remise en état 2022) ainsi que le programme d'extraction et de remblaiement pour l'année 2023. Ce bilan de l'extraction, du remblaiement et de la remise en état était fait sur la période allant du 16/07/2021 au 07/07/2022.</p> <p>Il est à noter qu'un changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 24 octobre 2023.</p> <p>Par courrier du 19 avril 2024, l'exploitant actuel a transmis le plan d'exploitation mis à jour au 12 septembre 2023. Ce plan n'était pas accompagné du mémoire visé par l'article sus-visé.</p> <p>L'exploitant a confirmé lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024 la non-réalisation du mémoire d'exploitation pour l'année 2023 et a précisé la mise en place d'un mémoire annuel à partir de 2024.</p> <p><b><u>Le mémoire relatif à l'avancement des travaux de remise en état, des aménagements réalisés et du programme d'extraction pour l'année suivante doit être réalisé et transmis à l'Inspection à la fin de chaque année d'exploitation.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

N° 8 : Plan d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi, sur ce plan seront reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre autorisé sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de fouille,</li> <li>- les courbes de niveau ou les cotes altimétriques des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état.</li> </ul> <p>Ce plan devra être mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation mis à jour au 12 septembre 2023 a été transmis à l'Inspection par courrier du 19 avril 2024 (le plan d'exploitation précédent avait été mis à jour le 7 juillet 2022). La mise à jour annuelle est respectée.</p> <p>Les éléments figurant sur celui-ci sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La limite d'autorisation, la limite d'extraction, les abords de la carrière dans un rayon de 50 mètres (habitations, plan d'eau, zones cultivées, zones en jachère/friche);</li> <li>- Les bords de fouille de la zone d'extraction, en eau ;</li> <li>- Les cotes altimétriques ;</li> <li>- Les zones réaménagées, en cours de réaménagement, décapée, en eau et ainsi que les zones d'archéologie et de protection</li> </ul> <p>Il est à noter que l'échelle indiquée en cartouche sur le plan ne correspond pas à l'échelle réelle de celui-ci. En effet, la limite représentant les abords à 50 mètres présente une largeur de 2,5 cm ce qui correspond, selon l'échelle de 1/1000 indiquée en cartouche, à une large de 25 mètres. <u>L'exploitant veillera à mettre à jour l'échelle indiquée en cartouche du plan d'exploitation.</u></p> <p>Il est à noter que le plan d'exploitation consulté sur le site lors de la visite d'inspection du 22 mai 20224 comportait des éléments supplémentaires, notamment l'implantation des bornes associée à un cartouche listant l'ensemble de celles-ci et leurs coordonnées respectives. Ce plan a été transmis à l'Inspection par courriel du 30 mai 2024.</p> <p><b><u>Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 11
<b>Thème(s) :</b> Autre, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'extraction s'effectuera sur une épaisseur moyenne de 4,10m. Afin d'assurer la protection du réservoir aquifère sous-jacent, une épaisseur de gisement d'au moins 0,50m devra demeurer inexploitée au dessus du substratum constitué par la craie du Turonien et les argiles Cénomaniennes [...] . Une bande de largeur de 10m sera maintenue non exploitée en limite du périmètre autorisé.</p>
<b>Constats :</b>

Une bande non exploitée est représentée sur le plan d'exploitation mis à jour au 12 septembre 2023: c'est la limite d'extraction. Elle présente une largeur de 0,5 cm sur le plan d'exploitation soit selon l'échelle au 1/1000 une largeur de bande de 5 mètres. Cette largeur est faussée au vu de l'erreur sur l'échelle indiquée sur le plan (cf. constat « Plan d'exploitation »).

L'exploitant a indiqué, lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024, que la zone en cours d'extraction se situe au niveau du plan d'eau du Prézault, en « face » de la zone où sont situées les installations de traitement des matériaux.

L'exploitant a confirmé que les cotes altimétriques indiquées au niveau du plan d'eau du Prézault sont les cotes de fond de fouille : au niveau de la zone d'extraction en cours, les cotes sont dans la gamme des 35 m NGF. Les cotes des bords de fouille (au niveau de la zone abritant les installations de traitement) sont dans la gamme des 39 m NGF. L'épaisseur d'extraction est en moyenne de 4 mètres. Lors de la mise jour du plan le 12 septembre 2023, le niveau d'eau du plan d'eau était de 36,59 m NGF.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Quantité de matériaux extraits

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 2

**Thème(s) :** Autre, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

La production annuelle moyenne sera de 240 000 tonnes et la production maximale annuelle sera de 280 000 tonnes.

**Constats :**

Selon les déclarations renseignées par l'exploitant sur GEREP, les quantités de substances extraites sont les suivantes:

- 2023: 50 kilotonnes de sables et graviers alluvionnaires;
- 2022: 42 kilotonnes de sables et graviers alluvionnaires;
- 2021: 13 kilotonnes de sables et graviers alluvionnaires.

Selon la déclaration GEREP 2023, il reste 100 kilotonnes de gisement accessible (« réserve restante certaine »).

L'autorisation d'exploiter arrive à échéance le 17 janvier 2026. L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024 que l'arrêt de l'extraction est prévu pour septembre/octobre 2024. L'exploitant a précisé que l'activité de la carrière est revenue à 5 jours/ semaine (l'activité hebdomadaire ayant été plus réduite sur les dernières années).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Montant des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 28 et 31		
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières		
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est: [...] 1 809 250 F pour la cinquième période (275 818,38€).</p> <p>Tous les 5 ans le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à 5 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation.</p>		
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 1er février 2024, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées l'acte de cautionnement pour la carrière de Parçay sur Vienne valide jusqu'au 16 janvier 2026 et d'un montant de 528802 euros (le TP01 pris en compte étant celui d'octobre 2023, d'une valeur de 130,7).</p> <p>Selon le tableau récapitulatif du calcul des montants des garanties financières, issu de la demande d'autorisation initiale, les surfaces prévues pour la 5ème phase d'exploitation étaient les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Surface de l'emprise des infrastructures : 7 hectares,</li><li>- Surface maximale découverte et en exploitation : 48,9 hectares,</li><li>- Surface en eau : 44,9 hectares,</li><li>- linéaire de berges à remettre en état : 3 425m.</li></ul> <p>Le plan d'exploitation mis à jour au 12 septembre 2023 précise les valeurs S1, S2 et S3 garanties par l'acte de cautionnement actuellement en vigueur et les valeurs S1, S2 et S3 effectives lors de la mise à jour du plan :</p>		
	Valeurs prises pour l'acte de cautionnement	Valeurs effectives lors de la mise à jour du plan
Surface des infrastructures	9,75 ha	9,68 ha
Surface en chantier	24,10 ha	17,88 ha
Surface de front non remis en état	350 m	339 m
<p>Seule la surface actuelle de l'emprise des infrastructures dépasse celle qui était prévue initialement dans le cadre du dossier d'autorisation. En prenant en compte les surfaces prises pour l'acte de cautionnement en vigueur (9,75 ha ; 24,10 ha et 350m) et en appliquant la formule des garanties financières pour les carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle, la valeur des garanties financières est supérieure au montant actuel cautionné.</p> <p>Il convient de fournir le détail du calcul des garanties financières qui a abouti au montant cautionné par l'acte valide jusqu'au 16 janvier 2026.</p> <p>Pour rappel, les surfaces S1, S2 et L sont définies de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- S1 : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la</li></ul>		

<p>valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.</p> <p>- S2 : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.</p> <p>- L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.</p> <p><b><u>L'exploitant justifiera le calcul des garanties financières qui a abouti au montant cautionné de 528 802 euros.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 12 : Matériaux de remblai – Suite constat VI 09/03/21**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 12.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 12.2 de l'AP du 17/01/2001: Les apports de matériaux extérieurs seront strictement limités aux quantités nécessaires au remblaiement prévu par le plan de réaménagement. A cette fin, seuls des matériaux inertes seront utilisés: stériles d'exploitation, matériaux de terrassement, matériaux de démolition préalablement triés. A tout moment, l'exploitant devra pouvoir justifier de la conformité de ces matériaux d'apport.</p> <p>Article 12.3 de l'AM du 22/09/94: Les déchets utilisables pour le remblayage sont : [...] les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 9 mars 2021, il avait été constaté la présence de déchets non inertes dans les remblais, dans de "très très faibles quantité" (1 morceau de doublage isolant constitué de plâtre + polystyrène et quelques métaux).</p> <p>Par courrier du 19 avril 2021, l'exploitant avait indiqué avoir réalisé une sensibilisation du personnel sur les conditions de refus ainsi que sur une double vérification des remblais.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a indiqué que les matériaux de remblais entrants sur le site sont des terres et cailloux, dont une grande partie provient de plateformes du</p>

<p>groupe. La zone en cours de remblayage a été vue au cours de la visite du site. Les tas de remblais (vus de loin) ne semblaient pas comporter de déchets non autorisés.</p> <p>L'exploitant a précisé que si des déchets «intrus» (ex: ferraille, plastique ...) sont constatés dans les tas de remblais, ceux-ci sont enlevés et mis dans une benne prévue à cet effet.</p> <p><b><u>Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 13 : Document d'acceptation préalable**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes.</li> </ul> <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux documents d'acceptation préalable de déchets inertes DAPDI ont été consultés lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024. Ces deux DAPDI comportaient la même trame présentant les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Informations relatives à l'exploitant de la carrière (nom, adresse, SIRET);</li> <li>- Informations relatives à l'entreprise à facturer (nom, SIRET, adresse, personne à contacter);</li> <li>- Informations relatives au lieu du chantier (nom, SIRET, adresse, conducteur des travaux à contacter);</li> <li>- Date de la première livraison et la quantité totale estimée;</li> <li>- Informations relatives au donneur d'ordre (si existant);</li> <li>- Informations relatives au transporteur (si transport sous-traité);</li> <li>- Informations relatives au courtier/négociant;</li> <li>- Localisation de l'origine du déchet inerte;</li> <li>- Informations relatives au déchet : provenance, environnement du chantier, typologie du chantier, un ensemble de questions sur le chantier (présence d'une activité polluante, référencement sous BASIAS/BASOL/SIS, chantier sur un site industrielle ou ICPE ...), code déchets;</li> <li>- Cadre réservé à l'exploitant : acceptation/refus, destination du remblai, date et heure, code de traitement final prévu,</li> </ul>

<p>- Cadre réservé au client : date de la demande, nom.</p> <p>Les cadres relatifs à l'exploitant, à l'entreprise à facturer, au lieu du chantier, à la localisation et au déchets étaient renseignés sur les deux DAPDI consultés (seule la date de 1ère livraison n'était pas renseignée pour un des DAPDI consulté). <u>L'exploitant veillera à compléter la date de 1ère livraison sur le DAPDI consulté.</u> Les deux DAPDI étaient par ailleurs signés.</p> <p>L'exploitant travaille actuellement sur une méthode pour numéroté les DAPDI.</p> <p><b><u>Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Contrôle visuel**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant a indiqué que les contrôles visuels se font:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au niveau de la bascule, via l'agent de bascule, grâce à une caméra;</li> <li>- au niveau de la zone de dépotage des remblais, où deux agents sont «dédiés» à la gestion du remblayage.</li> </ul> <p>Le résultat du contrôle visuel est notifié sur le bon de décharge (cf. constat « Acceptation des déchets inertes»).</p> <p>L'exploitant a indiqué que si des déchets non autorisés sont constatés lors des apports de remblais:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en faible quantité: ceux-ci sont retirés et mis dans une benne prévue à cet effet;</li> <li>- en grande quantité: l'apport de remblais est refusé.</li> </ul> <p>L'exploitant a précisé que peu d'apports de remblais sont refusés, une grande partie des apports provenant des plateformes du groupe.</p> <p><b><u>Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Acceptation des déchets inertes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<b>Constats :</b>  Les cadres réservés à l'exploitant des deux DAPDI consultés lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024 (cf. constat "Document d'acceptation préalable") étaient renseignés et notifiaient notamment : l'acceptation de l'admission, la destination des déchets inertes (remblai pour réaménagement carrière), le numéro du casier, la date et l'heure.  Des bordereaux de livraison de remblais sont complétés lorsque des admissions de déchets inertes ont lieu. Le bordereau n°02.00004639.1 a été consulté. Celui-ci notifie : - la date et l'heure, - le type de produit (17 05 04), - la localisation du "casier" de décharge, - la provenance, - le client, - le transporteur - la quantité de déchets - le résultat du contrôle visuel.  Ce bordereau de livraison n'était pas signé lorsqu'il a été consulté : il venait tout juste d'être émis (22/05/2024 à 10h12).  Le deuxième bordereau de livraison consulté (n°02.0004621.1) était quant à lui signé (émis le 22/05/2024 à 7h37).  Lorsque la numérotation des DAPDI sera effective (cf. constat "Document d'acceptation préalable"), l'exploitant s'assurera que les bons de livraison comporte le numéro du DAPDI correspond.
<b><u>Pas d'écart constaté.</u></b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Plan de remblayage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de remblai mis à jour le 12 septembre 2023 a été consulté lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024. L'exploitant a indiqué que le maillage est de 30 x 30 m. Les "mailles" sont numérotées de 1 à 23 et de A et V. Ces mailles sont identifiées par des piquets et panneaux sur la zone de remblayage.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 17 : Registre d'admission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant disposait le jour de la visite d'inspection d'une extraction Excel du RNDTS (Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments) où les éléments suivants sont notamment déclarés : date de réception, code déchets, dénomination déchets, quantité, code de traitement, localisation du site d'origine et informations sur le producteur, l'expéditeur, le transporteur.</p> <p>Pour rappel, selon l'article R.541-43-1 du Code de l'environnement, "<i>Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre [ registre chronologique] prévu au I. Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</i>"</p> <p>Les dernières déclarations sur le RNDTS ont été créées le 7 mai 2024 pour des admissions qui ont eu lieu du 2 au 30 avril 2024.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Aire étanche**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement des engins de chantier sera réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que le ravitaillement se faisait principalement en bord à bord (surtout pour les engins à chenilles).</p> <p>Une aire étanche est présente à coté de la cuve de carburants. Cette aire présente une pente, est encadrée par des rebords et est reliée au séparateur à hydrocarbures. Un kit anti-pollution est disponible dans l'atelier contigu à l'aire étanche et est notamment composé d'un boudin étanche et de feuilles absorbantes.</p> <p>Les caractéristiques de l'aire étanche diffère de celles imposées par l'article sus-visé. Au vu de la situation de la carrière (cf. constat "Quantité extraite"), l'exploitant s'assurera que le personnel intervenant sur l'aire étanche ait bien connaissance des mesures à mettre en place en cas de fuite/débordements lors du ravitaillement.</p> <p><u>Pas d'écart constaté.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 19 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2001, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols devra être associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% de la capacité du plus grand réservoir;</li> <li>- 50% de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 22 mai 2024, l'exploitant disposait d'un tableau listant les produits chimiques présents sur le site (liste mise à jour au 6 mai 2024). Ce tableau consigne notamment le nom du produit chimique, son contenant et la quantité associée ainsi que son lieu de stockage.</p>

Les produits chimiques stockés dans l'atelier et sur la rétention extérieure ont été vus au cours de la visite du site. Ils étaient stockés sur des rétentions. Il est à noter que les rétentions vues disposaient d'une pancarte notifiant leur capacité respective.

Le chef de carrière a indiqué les volumes de produits chimiques stockés sur chaque rétention (en prenant en compte le volume de chaque contenant) :

- Rétention de 450 L dans l'atelier : volume stocké d'environ 350 litres ;
- Rétention de 950 L dans l'atelier : volume stocké inférieur à 900 litres (20 bidons de 20 L, 1 bidon de 60 L et 1 fut de 200L);
- Rétention extérieure de 2400 L : volume stocké d'environ 2000 L,
- Rétention extérieure de 3200 L: volume stocké d'environ 2000 L (certains fûts contenant des déchets souillés solides tels que des filtres, ou des aérosols).

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**